PALESTINE - SOLIDARITÉ

http://www.palestine-solidarite.org

Journal d' Afghanistan

N° 473 du 03.03.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/

http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/

b) sur le site de Eva Resis : <u>no-war.over-blog.com</u>

c) sur le site de Robert Bibeau : http://www.robertbibeau.ca/palestine.html

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_afghans.htm

NB: Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse: fa032881@skynet.be

Sommaire:

1 Dossiers

Albert A. Stahel: Les massacres continuent!

- 1-2 Les forces afghanes torturent, les Occidentaux savent et laissent faire.
- 1-3 L'otan a engagé une "course contre la montre" pour gagner la population.
- 1-4 Manlio Dinucci : Sénat, soutien aux missions militaires italiennes.
- 1-5 Roland Marounek : Exit Strategy le scénario en trompe-l'œil de l'Otan 1-6 Guantanamo : Les dossiers
- 1-6-1 Un prisonnier afghan meurt à Guantanamo sans qu'aucune charge n'ait jamais été retenue contre lui.
- 1-6-2Awal Gul, prisonnier afghan à Guantanamo.
- 1-6-3 Un détenu soudanais de Guantanamo condamné à 14 ans de réclusion.
- 1-6-4 Lorraine Millot à Washington et Fabrice Rousselot à New York : L'Amérique à deux voix.
- 2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage
- 2-1 Richard Hétu : Afghanistan : découverte de gigantesques réserves de minerais
- 3 Analyse Géopolitique et stratégie Réflexion
- 3-1 Michael Parenti : Afghanistan : l'envers du miroir
- 3-2 Cindy Sheehan: Il était une fois dans l'Empire du Mal...

4 Annexe

4-1 La console de jeu, une arme contre le stress post-traumatique des soldats américains(...).

1 Dossiers

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

1-1 Albert A. Stahel: Les massacres continuent!

Où se trouve la conscience humanitaire de l'Occident?

Même si l'article d'Albert Stahel est daté de novembre dernier, il n'a malheureusement pas perdu de son actualité. Pendant que les yeux de l'opinion publique internationale sont dirigés vers l'Egypte et la Tunisie, la mort en silence se poursuit en Afghanistan, toujours sans considération internationale, sans indignation devant le fait que des innocents continuent à perdre leur vie dans une guerre mensongère.

En ces jours de novembre, Kaboul offre une image tranquille. Pendant que les routes sont noyées dans un chaos énorme de circulation, les acheteurs et les vendeurs effectuent leurs affaires en toute tranquillité.

Des nouvelles maisons sont construites, qui ne contribuent malheureusement pas à l'embellissement de l'image de la ville. Le seul signe qui indique que la guerre règne toujours dans le pays, ce sont les points de contrôle avec des véhicules fortement armés de la police nationale.

Ces camionnettes équipés de fusils-mitrailleurs très lourds de calibre 12,7 mm donnent une note menaçante à l'image des rues de la ville, car les armes de ce calibre ne sont pas appropriées contre les rassemblements de personnes.

Beaucoup plus impressionnantes sont les nouvelles des provinces du sud. Un ancien chef des Résistants venant de la province du Helmand m'a rapporté que ces derniers temps quatre de ses cinq fils ont été tués par les troupes de combat américaines et leur alliées britanniques.

Sans égards pour les personnes civiles, les soldats alliés tirent avec des lance-grenades de calibre 25 mm ou 40 mm sans distinction sur des Qualas isolées – fermes afghanes fortifiées, avant tout des Pachtounes – et tuent des enfants, des femmes et des vieillards.

Ensuite, les troupes alliées font sauter les Qualas désertes, souvent aussi des hameaux entiers.

Des hameaux et des villages sont aplanis par ces actions de nettoyage ou aussi par des bombardements au moyen de bombardiers lourds américains de type B-1B ou de «warthogs» (phacochère en français), les bombardiers tristement célèbres du type A-10A des Américains.

Les bombardements ont à nouveau augmenté en intensité, surtout depuis la prise de pouvoir par le général Petraeus. Les alliés britanniques des USA ont choisi un autre procédé encore plus perfide.

Elles prennent à leur service moyennant des paiements lucratifs des mercenaires afghans et engagent ces milices contre les villages pachtounes.

Avec la directive de tuer, on massacre sans égard. Des anciens chefs Résistants désignent ces hordes comme britanniques. En même temps des bandes armées venant d'Iran et du Pakistan sévissent contre la population sans défense. Des anciens chefs Résistants les désignent comme résistants iraniens ou pakistanais et se distancient de ceux-ci, mais sont à leur merci sans défense.

Il est vrai que les massacres exécutés par des troupes alliées continuent. Un ancien chef Résistant me fit la remarque suivante: «Les troupes étrangères veulent nous exterminer.»

Les Pachtounes des provinces du sud du Helmand et de Kandahar sont désespérés face à cette tuerie.

On ne peut en tout cas pas parler d'une reconstruction du pays sous l'administration d'Obama.

Dans cette vallée de misère qu'est l'Afghanistan, où se trouve la conscience humanitaire de la Suisse officielle et de l'Occident tout court?

Albert A. Stahel

Albert A. Stahel, Institut pour les études stratégiques, Wädenswil

Source: www.strategische-studien.com

http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=23332

1-2 Les forces afghanes torturent, les Occidentaux savent et laissent faire.

L'usage de la torture est largement répandu dans l'armée et la police afghanes, mais leurs formateurs de l'Otan, bien qu'informés, ferment souvent les yeux quand ils ne sont pas accusés d'y recourir eux-mêmes, selon de multiples témoignages de soldats.

Dans onze bases militaires américano-afghanes de la province méridionale de Kandahar, un journaliste de l'AFP a recueilli 23 déclarations de militaires afghans et américains, simples soldats ou officiers, montrant leur connaissance de l'utilisation répandue, sinon systématique, de la torture sur leurs prisonniers par les forces de sécurité afghanes.

"J'ai vu comment l'ANA (armée nationale afghane) traite les résistants, ils leur foutent de sacrées raclées et parfois les tuent", confie ainsi un sergent américain de la force de l'Otan (Isaf).

Un officier afghan a raconté en riant à l'AFP avoir capturé deux résistants qu'il a torturés, amenés devant leurs maisons et abattus sous les yeux de leurs familles.

Dans l'Arghandab, un district de Kandahar, les lieutenants-colonels américains David Flynn et Rodger Lemons assurent n'avoir pas d'informations sur la torture dans leur zone.

Mais ils ont un avis sur le sujet. "Nous n'accordons simplement pas la même valeur à la vie humaine que les Afghans", insensibilisés par trois décennies de guerre, avance le premier. La torture dans le pays "n'est pas aussi généralisée qu'en Irak", plaide le second.

Dans une base de la province, un lieutenant afghan et un capitaine américain discutent d'un résistant présumé capturé, bientôt libéré par manque de preuves.

"Donnez-le nous, on le tabassera et il parlera", promet l'Afghan, caressant une batte de base-ball d'un air féroce. Rires. Puis l'Américain se rappelle la présence d'un journaliste: "Si vous faites ça, dites aux soldats américains autour de vous de partir, je ne peux pas laisser faire ça si je suis au courant". "Malheureusement", soupire son adjoint.

"La torture est surtout pratiquée par l'ANP (police nationale afghane) et la NDS", l'agence afghane de renseignement, affirme Rachel Reid, de l'ONG Human Rights Watch. A la NDS, "la torture est généralisée", précise-t-elle.

"La plus haute juridiction du Royaume-Uni a reconnu que la torture était généralisée en Afghanistan", ajoute Mme Reid. Ainsi que la justice canadienne, des rapports d'ONG et de la Commission afghane des droits de l'Homme.

Les forces afghanes ne sont d'ailleurs pas les seules au banc des accusés. Comme en Irak, l'armée américaine et la CIA y sont accusées de torture, nourrissant la colère populaire contre leur intervention militaire.

Selon la règle en vigueur à l'Isaf, les prisonniers sont détenus pendant 96 heures, puis transférés aux forces de sécurité afghanes ou relâchés.

Mais les militaires interrogés par l'AFP savent que les prisonniers transférés aux forces afghanes risquent la torture, voire l'exécution sommaire: leur transfert constitue dans ce cas une violation de la Convention de Genève.

Mme Reid dénonce "une décision délibérée (de l'Isaf) de ne pas regarder de trop près". "Les Américains", qui la commandent, "auraient dû prendre eux-mêmes des décisions" face au laisser-faire afghan, assène-t-elle, pointant la "faillite de la communauté internationale".

Reconnaissant implicitement le problème, un porte-parole de l'Isaf explique d'abord que "les dirigeants de l'Isaf (...) ont fait d'énormes efforts pour s'assurer que ceux qui sont chargés des prisonniers comprennent l'importance" de bien les traiter. Avant de botter en touche: "le traitement des détenus sous la garde des forces de sécurité afghanes devient la responsabilité du ministre de la Justice"... afghan.

Les forces afghanes sont censées prendre le relais de l'Isaf et assurer la sécurité de l'ensemble du pays d'ici à la fin 2014. 22/2

AFP

1-3 L'otan a engagé une "course contre la montre" pour gagner la population.

Pendant la trêve hivernale des combats en Afghanistan, la force de l'Otan a engagé une "course contre la montre" dans les zones récemment reprises aux résistants, arrosées d'argent en vue de retourner la population contre les résistants avant le printemps, a appris l'AFP.

Dans la stratégique province méridionale de Kandahar, la force de l'Otan (Isaf) et l'armée afghane mènent depuis le printemps 2010 l'opération Hamkari, qui leur a permis de reprendre pied dans des zones contrôlées par les résistants parfois depuis leur apparition au milieu des années 1990.

L'Isaf en a profité pour lancer un programme effréné de reconstruction des maisons, mosquées, canaux d'irrigation et autres installations détruites par les affrontements dans la province.

Le lieutenant-colonel David Flynn, commandant l'Isaf dans la moitié ouest du district d'Arghandab, dispose de 350.000 dollars pour reconstruire Tarok Kalacha, village rasé par des bombardements aériens américains. "Restaurer, reconstruire et faire revenir les gens", résume-t-il, "les résistants y sont très opposés".

"C'est une course contre la montre" avant la reprise attendue des combats au printemps, abonde le lieutenantcolonel Rodger Lemons, qui commande la moitié est du district et dispose d'une enveloppe de 3,2 millions de dollars pour ses projets "Civils".

Ici, comme ailleurs en Afghanistan, l'Isaf finance des programmes "*Cash for work*" ("argent contre travail") et verse des salaires aux Afghans pour qu'ils réparent leurs villages.

Lors des chouras (assemblées) avec les maleks (chefs de village), le capitaine américain James Thomasson les presse constamment d'accélérer les travaux. Et ne donne que 20% de la somme nécessaire à chaque chantier, avant de revenir "au village pour voir l'avancement des travaux et savoir si nous pouvons payer le reste".

Car les résistants continuent de faire peur: trois résistants sont ainsi venus récemment menacer des ouvriers. "Ils n'avaient que des bâtons. Si vous réparez un canal, vous utilisez une pelle. Vous pouvez leur botter le cul!", lance-t-il sans ménagement lors d'une choura.

Mais l'intimidation va souvent plus loin, comme ces ouvriers retrouvés pendus à des arbres, avec un pancarte autour du cou: "*Travaille avec les Américains*".

Petite remarque à propos du soutien des USA à l'Irak pendant la guerre Iran-Irak : on oublie un peu trop systématiquement je trouve l'Iran-gate, la fourniture d'armes à l'Iran pendant cette guerre. Le but était moins de "soutenir" un contre l'autre, mais d'affaiblir les deux, et que la guerre dure le plus longtemps possible —

RM 13/02/11

http://www.portalangop.co.ao/motix/fr fr/noticias/internacional/2011/1/6/Otan-court-contre-montre-pour-retourner-population,3d3beed2-49c1-4d8d-b59c-5c2883eff1ec.html

1-4 Manlio Dinucci: Sénat, soutien aux missions militaires italiennes.

Tandis que le gouvernement central états-unien annonce que les raids OTAN/Isaf en Afghanistan sont montés à environ 34 mille interventions annuelles (plus du double de 2007), avec utilisation de plus de 5 mille bombes et missiles, le Sénat italien reconduit le financement de la mission militaire en Afghanistan, avec le projet de loi 2537 sur la « prorogation des interventions de coopération au développement et au soutien des processus de paix et de stabilisation, ainsi que des missions internationales des forces armées et de police ».

Déjà passé à la Chambre, il a été approuvé hier par le Sénat avec 208 voix contre 9, ces dernières provenant toutes de l'IdV (Italie des Valeurs, parti d'opposition de l'ancien magistrat Antonio Di Pietro, NdT) Pour les six premiers mois de 2011 sont alloués 754,3 millions d'euros : plus d'un milliard et demi pour l'année. Cette somme, inscrite au budget du ministère des finances, s'ajoute à la dépense militaire, qui a atteint environ 25 milliards d'euros annuels.

Le gros de la dépense pour les six premiers mois de 2011, plus de 395 millions d'euros, va à la " Mission OTAN d'assistance au gouvernement afghan pour l'extension de son autorité et de son influence dans le pays ". 106 autres millions vont à la mission Unifil au Liban, 37 aux missions dans les Balkans. S'y ajoutent 13 millions pour l'activité navale de l'OTAN de " combat contre le terrorisme international " en Méditerranée, 8 pour la mission italo-libyenne destinée à " faire face au phénomène de l'immigration clandestine ", 25 pour les missions OTAN/Ue de " lutte contre la piraterie dans les eaux de la Somalie ". Et des sommes mineures, d'environ 4 millions d'euros chacune, sont destinées à l'entraînement de militaires et policiers irakiens et albanais, et de non mieux identifiées " forces de sécurité " somaliennes et congolaises.

De la somme totale pour les six premiers mois, 692 millions sont destinés aux missions militaires, 62 à la " reconstruction civile ". Nous sommes engagés -a expliqué le rapporteur Bettamio (PdL, Popolo della Libertà, Peuple de la Liberté, parti de la majorité du premier ministre Berlusconi, NdT))- non seulement dans les " opérations de sécurité " mais aussi dans l' " assistance humanitaire ". Pour cela on finance une " mission de stabilisation économique, sociale et humanitaire en

Afghanistan et au Pakistan ", dont une " Maison de la société civile " à Kaboul, et des organisations non gouvernementales

qui opèrent en Afghanistan et au Pakistan " à des fins humanitaires " sous l'égide des militaires. Il est emblématique que, dans une période de fortes coupes dans la dépense publique, le groupe Pd du Sénat ait voté de façon compacte avec le PdL. En sa battant d'abord, cependant, non pas pour que le gouvernement réduise la dépense pour les missions militaires, mais pour qu'il la rende systématique, en augmentant en même temps celle pour les " interventions de coopération ". Le sénateur Di Giovan Paolo (Pd, Partito democratico, parti d' " opposition " de " centre-gauche ", NdT) s'est plaint de ce que les missions militaires ne jouissent pas d'un cadre juridique constitutionnel : " Moins de rhétorique patriotarde et plus d'esprit patriotique véritable imposeraient ce choix au service de nos militaires ". Le sénateur Tonini (Pd) a affirmé qu'en Afghanistan nous devons " garantir l'équilibre d'une stratégie qui ne soit pas de sortie immédiate et banale " Pour le sénateur Del Vecchio (Pd), en Afghanistan "l'objectif de la stabilisation est à poursuivre " et " seule la composante militaire peut intégrer les principes de solidarité, de générosité et de soutien à ceux qui souffrent, aux exigences de sécurité ". En condamnant les " manifestations viles de personnes sans patrie ni idéaux " qui ont " injurié " l'activité des militaires. " Je veux rappeler - a conclu le sénateur Pinotti (Pd)- que les missions de nos militaires à l'étranger sont au service du bon renom et de l'image du Pays ".

C'est ce dont s'est rappelé l'association franciscaine Assisi Pax International, qui a attribué à l'armée italienne la Palme d'or pour la Paix pour " l'affirmation des valeurs de la paix entre les peuples et pour le mérite de nous donner l'espoir de prospérer et continuer à être reconnus dans le milieu international ". Le prix est constitué d'un rameau d'olivier, trempé dans un bain d'or, provenant de l'arbre qui se trouve à l'intérieur du sanctuaire de la maison natale de Saint François d'Assise. Qui, certainement, s'est retourné dans sa tombe.

Manlio Dinucci

le gouvernement central états-unien annonce que les raids OTAN/Isaf en Afghanistan sont montés à environ 34 mille interventions annuelles (plus du double de 2007), avec utilisation de plus de 5 mille bombes et missiles Edition de jeudi 24 février 2011 de il manifesto

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Manlio Dinucci est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca.

Articles de Manlio Dinucci publiés par Mondialisation.ca

http://abbonati.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/24-Febbraio-2011/art18.php3

http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=23371

1-5 Roland Marounek : Exit Strategy - le scénario en trompe-l'œil de l'Otan.

Les documents officiels publiés à l'issue du sommet de Lisbonne, et en particulier la *Déclaration sur un* partenariat durable cosignée avec Hamid Karzai éclairent la manière dont l'Otan envisage l'avenir de sa présence en Afghanistan.

La presse semble avoir conclu un peu hâtivement de la transition annoncée que les forces de l'Otan se retireraient progressivement de 2011 à 2014 pour céder la place à une armée nationale afghane instruite ou construite par l'Alliance. « L'Otan confirme un retrait d'Afghanistan d'ici à fin 2014 » affirme Le Point, « A Lisbonne, les 28 dirigeants de l'Alliance atlantique ont organisé le retrait de leurs troupes d'ici à 2014 », 'analyse' Libération. ...

En fait c'est tout le contraire qu'indiquent ces documents $^{\perp}$:

- « Le début de ce processus de transition offre au Gouvernement de la République islamique d'Afghanistan et à l'OTAN une occasion opportune de développer un partenariat durable et solide qui complète la mission de sécurité de la FIAS <u>et se poursuive après celle-ci</u>. [...]
- « Consciente que l'Afghanistan est pour elle un partenaire important, l'OTAN compte apporter aux institutions de sécurité afghanes un soutien pratique prolongé visant [...] à maintenir et à améliorer leur capacité et leur aptitude à lutter efficacement contre les menaces pesant sur la sécurité, la stabilité et l'intégrité de l'Afghanistan, et à contribuer à la sécurité régionale.
- « Le Gouvernement de la République islamique d'Afghanistan réaffirme son engagement [...] à être **un partenaire durable de l'OTAN** et à fournir à l'OTAN l'aide nécessaire à la réalisation de ses activités de partenariat [...]
- « Des mesures efficaces de coopération doivent être mises en place conformément [...] à la capacité de l'OTAN de lui apporter un soutien prolongé. Ces mesures pourraient inclure les éléments suivants : [...] le maintien d'une liaison de l'OTAN en Afghanistan, [...] le maintien de la mission OTAN de formation Afghanistan, [...] un programme d'activités supplémentaires de coopération [qui] pourrait prévoir une aide au développement et à la réforme des ministères chargés de la sécurité et d'autres institutions nationales ... » etc., etc.

Lors d'une conférence de presse, le Secrétaire général de l'Alliance a été tout aussi clair : « Nous resterons après la transition dans un rôle de soutien... Pour le dire simplement, si les résistants ou qui que ce soit d'autre attend de nous voir dehors, ils peuvent l'oublier. Nous resterons aussi longtemps que nécessaire pour finir le travail »

Il n'y a donc aucune *exit strategy* dans l'esprit des responsables de l'Otan. Il n'y a qu'une stratégie de duperie à destination de l'opinion occidentale : un départ en trompe-l'œil des troupes combattantes, lesquelles seraient rebaptisées "formateurs", ou "aide au développement", ou "soutien à la sécurité"... Une copie conforme de la manière dont les Etats-Unis ont mis en scène leur retrait d'Irak, et qui se solde là par un stationnement permanent de plus de 50.000 GI's, un nombre indéterminé de mercenaires, et un chapelet d'une cinquantaine de bases militaires conçues pour le très long terme.

Pour ceux (s'il en reste) qui prendraient encore au sérieux la raison officielle de l'invasion et de l'occupation de l'Afghanistan, 9 années de "guerre à la terreur" n'ont fait que multiplier en Afghanistan même les résistant-terroristes (ou prétendus tels), et partout dans le monde les préparations et menaces d'attentats terroristes. Le dernier en date, ce 12 décembre 2010 à Stockholm, la capitale suédoise échappant nous dit-on par miracle à une catastrophe. Malgré les surveillances et atteintes aux libertés qui n'ont fait que s'amplifier de manière démentielle, voila le prodigieux résultat de 9 ans de 'guerre à la terreur'! Les succès de la lutte contre la drogue, qui fait également partie du *bundle* de partenariat à long terme, sont tout aussi spectaculaires.

D'autres pourraient bien se souvenir de documents états-uniens bien antérieurs à l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak, qui analysaient très justement la nécessité pour l'Occident (USA en tête comme il se doit) d'établir une présence militaire à long terme en Asie pour maintenir le plus loin possible leur domination globale. « Le renforcement militaire US en Asie est la clé pour parer à la montée de la Chine » écrivaient en 2000 ceux qui allaient diriger les USA un an plus tard, et le constat reste objectivement vrai quelle que soit l'équipe dirigeante. Les dernières provocations délibérées en Corée montrent que l'objectif d'encerclement de la Chine et la perspective d'une confrontation reste bel et bien la ligne directrice de la politique étrangère US. La raison d'être d'une présence militaire occidentale en Afghanistan est tout aussi pressante aujourd'hui, et elle ne le sera que davantage les années à venir : les USA et l'Otan projettent une présence *indéfinie* en Asie Centrale.

L'unique scénario crédible d'*exit strategy* d'Afghanistan, est un scénario à la vietnamienne. Il ne fait visiblement pas partie des options officiellement présentées à Lisbonne. Mais a-t'on réellement besoin

d'autres fuites pour réaliser que de plus en plus de personnes doutent du succès de l'opération en Afghanistan, et que les « *Européens ne sont là que par respect pour les Etats-Unis et non pour l'Afghanistan* »²- le 'respect' du vassal pour son maître qui a encore quelques bons moyens de se faire 'respecter'...

Roland Marounek

<u>1.</u> Ces documents sont disponibles en français sur le site de l'Otan à l'adresse <u>www.nato.int/cps/fr/SID-330151E2-4D027349/natolive/official_texts.htm</u>

2. Hermann Von Rompuy, en tant que président du Conseil Européen, 'trahi' sur WikiLeaks

1-6 Guantanamo: Les dossiers

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage certaines analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-6-1 Un prisonnier afghan meurt à Guantanamo sans qu'aucune charge n'ait jamais été retenue contre lui.

Ses dénégations n'auront pas suffi, lui qui avait expliqué avoir <u>quitté les résistants un an avant les attentats du 11/9</u> à cause de leurs penchants pour la corruption et les abus de pouvoir.

De toute façon, il aurait fallu qu'il puisse se faire entendre, mais devant qui ? Aucun tribunal, aucune instance judiciaire n'a jamais eu l'occasion d'évaluer sa culpabilité, malgré ses huit années d'emprisonnement à Guantanamo Bay. Sur les 172 personnes qui sont encore détenues dans cette prison défiant toutes les lois internationales, 48 le sont pour une durée "indéfinie", c'est-à-dire qu'il n'existe aucun plan pour les faire juger ou rapatrier. <u>Awal Gul</u> était de ceux-là. Il est mort début février sans avoir jamais pu se défendre devant aucune justice.

Un prisonnier afghan meurt à Guantanamo Bay après des exercices physiques. C'est le septième prisonnier à décéder dans la prison depuis 2002.

Awal Gul, prisonnier afghan à Guantanamo, meurt à l'âge de 48 ans

Aux yeux de tous, Guantanamo continue de bafouer les principes démocratiques élémentaires, et enlève toute crédibilité aux nations occidentales qui pratiquent ou laissent pratiquer tortures et séquestrations dignes des pires dictatures. GeantVert

23 février, 2011 by

1-6-2Awal Gul, prisonnier afghan à Guantanamo.

Un prisonnier afghan âgé de 48 ans, <u>Awal Gul</u>, est décédé à Guantanamo Bay après avoir effectué des <u>exercices</u> <u>physiques</u> sur une machine elliptique, selon les autorités militaires US.

C'est le septième détenu à mourir à Guantanamo depuis que la base navale américaine de Cuba est devenue en janvier 2002 un centre de détention pour les personnes soupçonnées de terrorisme.

Cinq détenus se seraient suicidés et un autre serait mort d'un cancer du côlon, a rapporté Associated Press.

Le prisonnier s'est écroulé pendant qu'il s'exerçait et a été emmené à l'hôpital de la base, où il est décédé. Les militaires expliquent que sa mort résulte de causes naturelles, mais une enquête est en cours.

Gul était l'un des 172 hommes toujours enfermés à Guantanamo, malgré les promesses du président Obama de fermer ce centre de détention.

Les militaires US considéraient Gul comme « <u>un recruteur notoire des résistants</u> ». Les États-Unis le désignaient comme l'un des 48 « <u>détenus pour une durée indéfinie</u>, » ce qui signifie qu'il ne serait jamais rapatrié ni jugé devant un tribunal.

Un de ses avocats a expliqué que le gouvernement US le retenait indéfiniment parce qu'il n'avait aucune preuve contre lui. Awal Gul est resté 8 ans prisonnier de Guantanamo <u>sans qu'aucune charge n'ait jamais été retenue contre lui</u>, a rapporté la BBC.

« M. Gul n'a jamais été ennemi des États-Unis, en aucune façon, » a expliqué son avocat Matthew Dodge à Associated Press.

« M. Gul était quelqu'un d'aimable, un philosophe, pratiquant et optimiste jusqu'à la fin, malgré tout ce que lui a fait subir notre gouvernement. »

Il a dit que les enfants de M. Gul et ses petits-enfants avaient travaillé à sa libération.

paru sur GlobalPost, le 3, février 2011

Traduction **Astartet / GV** pour ReOpenNews

1-6-3 Un détenu soudanais de Guantanamo condamné à 14 ans de réclusion.

Noor Uthman Mohammed avait été capturé en mars 2002 dans une planque d'Al-Qaïda à Faisalabad (Pakistan) et transféré à Guantanamo. Il est le sixième détenu de Guantanamo à être condamné, le troisième sous la présidence de Barack Obama

Un détenu soudanais de Guantanamo, Noor Uthman Mohammed, qui a plaidé coupable devant un tribunal militaire américain d'activités à caractère terroriste dans un camp d'entraînement en Afghanistan, a été condamné vendredi à 14 ans de réclusion, a annoncé le Pentagone.

Il devrait toutefois être libéré dans deux ans et 10 mois car il a accepté de collaborer avec les enquêteurs et de témoigner au cours de procédures contre des membres présumés d'Al-Qaïda.

Noor Uthman Mohammed avait été capturé en mars 2002 dans une planque d'Al-Qaïda à Faisalabad (Pakistan) et transféré à Guantanamo. Il est le sixième détenu de Guantanamo à être condamné, le troisième sous la présidence de Barack Obama. Il a été condamné pour «soutien matériel» et «complot terroriste» pour avoir dirigé un camp d'entraînement en Afghanistan qu'il a rallié en 1994, précise le Pentagone dans un communiqué.

Selon le département américain de la Défense, il a reconnu être en lien avec Abou Zubaida, un proche d'Oussama ben Laden, et d'avoir entraîné des djihadistes au maniement des armes dans le camp de Khalden, par lequel ont transité plusieurs des auteurs des attentats du 11-Septembre.

Il y a également entraîné le Saoudien Mohammed al Owhali, condamné pour l'attentat contre l'ambassade américaine de Nairobi en 1998, Ahmed Ressam, un Algérien arrêté en décembre 1999 alors qu'il tentait d'entrer aux États-Unis avec une voiture remplie d'explosifs qui devaient être amorcés à l'aéroport de Los Angeles lors des célébrations du passage à l'an 2000 ainsi que le Français Zacarias Moussaoui, membre revendiqué d'Al-Qaïda, condamné à la réclusion à perpétuité pour complicité dans les attentats du 11 Septembre 2001.

18 février

AP

1-6-4 Lorraine Millot à Washington et Fabrice Rousselot à New York : L'Amérique à deux voix,

La justice en marche à Guantanamo

Cette photo n'a rien à voir avec ce qui se passe cette semaine à Guantanamo, et celle qui suit non plus. Mais ce sont les deux seules autorisées, ou même les deux « optimum shots » comme dit joliment un des officiers chargés d'encadrer les journalistes invités cette semaine sur la base américaine de Cuba. Une commission militaire doit trancher cette semaine le sort de Noor Uthman Mohammed, un Soudanais d'une quarantaine d'années, détenu depuis 2002 à Guantanamo. L'audience se déroule dans un hangar en tôle beige, entouré de grillages et de rouleaux de barbelés très photogéniques. Mais il est strictement interdit de le photographier. Pour illustrer l'événement, les deux clichés autorisés sont donc cette ancienne tour de contrôle, où se sont déroulés d'autres audiences par le passé, ou cette charmante plate-bande de cailloux avec drapeaux (notre photo du bas) qui introduit le bien nommé « Camp Justice ». Les barbelés, derrière lesquels se déroule cette semaine la véritable procédure, ne sont qu'à quelques mètres, mais vous ne les verrez pas. L'armée américaine, seule maître des lieux, interdit de les montrer. Les rares télévisions (BBC et l'allemande ARD notamment) qui couvrent cette commission sont aussi réduites à montrer ces images, trompeuses.

Derrière les barbelés, la procédure se déroule cette semaine dans une salle moderne, vaste et confortable, avec moquette grise et longues tables en bois. Tout est fait pour donner l'impression d'une justice parfaitement rigoureuse. L'accusé, que les journalistes voient de dos, avachi dans son siège, est assis à côté d'un interprète et de quatre avocats, dont un civil. La juge, capitaine de la Navy, s'adresse à lui comme à un enfant, de ce ton doux et compréhensif qui sied si bien aux magistrats. Deux heures durant ce mardi, la juge lui demande et redemande s'il a bien conclu avec ses avocats un accord lui permettant de plaider coupable en échange d'une peine allégée. Une trentaine de fois au moins, la juge s'enquiert: « Avez-vous bien tout compris dans ce document ? », « Vous reconnaissez que vous avez commis le crime de soutien au terrorisme ? », « Plaidez-vous coupable de votre plein gré ? », « N'avez-vous pas été menacé ou forcé à plaider coupable ? », « Avez-vous conscience que ce faisant vous renoncez à votre droits ? »... Chaque fois, Noor Uthman Mohammed marmonne « na'am ». Vu de dos, depuis la petite salle réservée au public, derrière un double vitrage, il a l'air si las qu'on croirait qu'il dit non, mais « na'am » veut bien dire oui en arabe. Une fois, l'accusé a ajouté « khalass, khalass » (Assez !) et « Machiha » (Finissons-en), confie un journaliste arabophone. Mais l'interprète ne l'a pas traduit en anglais, et la juge a continué imperturbablement à lui demander s'il était bien d'accord pour tout.

Noor Uthman Mohammed était l'un des instructeurs du camp de Khalden, en Afghanistan, où de 1996 à 2000 il aurait formé aux armes des bataillons de futurs combattants et terroristes, accusent les procureurs militaires américains. Poursuivi pour "conspiration avec Al Qaïda" et "soutien au terrorisme", il encourt une peine de détention à vie. Le fait de plaider coupable et de coopérer avec la justice militaire lui a permis de convenir avec l'accusation d'une peine très allégée qui devrait être connue d'ici la fin de la semaine.

D'ici là, on nous promet encore un peu de spectacle: les jurés, qui sont tous des officiers américains, se verront ce mercredi exposer le cas et l'aveu de l'accusé avant de prononcer leur verdict... Pour les représentants des ONG invités aussi à passer cette semaine à Guantanamo, il est clair qu'on est là en pleine parodie. « La commission militaire a construit ce matin une belle façade pour faire croire que l'accusé veut vraiment plaider coupable, qu'il agit de son plein gré, résume Laura Pitter, de Human Rights Watch. Mais comment peut-on dire qu'il agit de son plein gré après 8 ans de détention sans procès à Guantanamo ? Tout cela est injuste ». A suivre cette semaine sur le blog, puis dans le quotidien.

Lorraine Millot à Washington et Fabrice Rousselot du Figaro

« Les hamburgers de Michelle Obama | Pouvez-vous être juste, impartial et ouvert d'esprit? »

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

2-1 Richard Hétu: Afghanistan: découverte de gigantesques réserves de minerais.

Le *New York Times* fait état dans cet <u>article</u> publié aujourd'hui en première page de la découverte par les États-Unis de gigantesques réserves de minerais en Afghanistan susceptibles de transformer en profondeur l'économie du pays et peut-être même la guerre qui y perdure. Ces gisements, qui comprendraient notamment du fer, de l'or, du niobium et du cobalt, vaudraient près de 1 000 milliards de dollars et suffiraient pour faire de l'Afghanistan un des premiers exportateurs mondiaux de minerais.

Selon une note du Pentagone, l'Afghanistan pourrait également devenir «l'Arabie saoudite du lithium», ce métal étant un composant indispensable des batteries rechargeables utilisés pour les téléphones, les ordinateurs et les voitures électriques. La photo qui coiffe ce billet montre un paysage de la province de Ghazni, où le lithium serait abondant.

La découverte de ces gisements par une petite équipe de géologues du Pentagone pourrait être une bonne nouvelle pour un pays ravagé par des décennies de guerre. Mais elle pourrait également exacerber les problèmes afghans reliés à la corruption, à l'insurrection et au tribalisme.

Richard Hétu

Richard Hétu est le correspondant de La Presse à New York depuis 1994. Il est également l'auteur de trois livres, dont les romans La route de l'Ouest (vlb 2002) et Rendez-vous à l'Étoile (vlb 2006). Il vit à Manhattan avec sa famille.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

www.mondialisation.ca www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs Richard Hétu, Les blogs de Cyberpresse, 2011

L'adresse url de cet article est:

www.mondialisation.ca/index.php?context=viewArticle&code=HéT20110224&articleId=23359

3 Analyse - Géopolitique et stratégie - Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

Michael Parenti : Afghanistan : l'envers du miroir

L'Afghanistan : une toute autre histoire...

Barack Obama a été cité comme étant un ardent défenseur de l'escalade de la militarisation en Afghanistan. Il serait important de se pencher sur l'histoire récente de ce pays afin de comprendre le lien qui existe entre cette histoire et le rôle joué en coulisse par les USA.

Moins d'un mois après les attaques du 11 sept 2001, les dirigeants du gouvernement Bush ont entrepris une série de bombardements aériens contre l'Afghanistan, ce pays qui abritait Osama Ben Laden et son organisation terroriste Al Qaeda. Plus de vingt ans plus tôt, en 1980, les USA interviennent afin de stopper l'envahisseur russe, qui attaque l'Afghanistan, avec l'accord des plus virulents critiques en matière de politique étrangère américaine. Mais l'histoire n'est pas si simple.

L'histoire réelle

Depuis très longtemps le système d'acquisition des terres en Afghanistan est resté le même. Plus de 75% des terres appartenaient à de riches seigneurs – parmi lesquels on pouvait compter à peine 3% de propriétaires ruraux. Durant les années soixante une coalition révolutionnaire forme le parti démocratique du peuple (PDP). En 1973, le roi fut renversé. Le gouvernement qui le renversa s'est avéré être autocratique, corrompu et impopulaire. Il dut abandonner le pouvoir grâce aux actions du peuple, fortement assisté par l'armée.

Les militaires qui prirent le pouvoir invitèrent le PDP à former un nouveau gouvernement sous l'égide de Mohammed Taraki, un poète et écrivain. Il créera une coalition démocratique menée par un marxiste. Washington ne s'en inquiétera ni n'accusera l'URSS pour ce fait.

Le gouvernement Taraki légalisera les syndicats, facilitera l'accès aux services de santé ainsi qu'à la propriété. Il amorcera une campagne d'émancipation de la femme en offrant l'éducation publique autant à celle-ci qu'aux enfants de différentes tribus.

Un rapport du San Francisco Chronicles (du 17 novembre 2001) mentionnait que le régime Taraki avait créé à Kaboul une cité cosmopolite où 50% des universitaires étaient des femmes. Ces femmes se déplaçaient et conduisaient des voitures. Les artistes foisonnaient. Les gens étaient en paix.

Le gouvernement Taraki entreprit l'éradication de la culture de l'opium. Il abolira les dettes contractées par les agriculteurs et entreprit une réforme des terres. Les gens voyaient le futur de façon positive et avec espoir. Mais plusieurs opposants se manifestèrent. Ces « seigneurs des terres » s'opposèrent à cette réforme agricole et les fondamentalistes religieux refusèrent d'appuyer ce mouvement d'égalité des sexes ainsi que l'éducation des femmes et des enfants.

Sa politique égalitaire d'économie collective déplut à la sécurité nationale des USA et valut au gouvernement Taraki une intervention à grande échelle contre son pays, montée de toutes pièces par la CIA, des militaires pakistanais et Saoudiens ainsi que par les seigneurs du pays (mullah, trafiquants d'opium...) dépossédés de leurs anciens pouvoirs. Hafizulla Amin, soupçonné avoir été embrigadé par le CIA lors de ses études en terre américaine, était à ce moment-là un haut-placé du gouvernement Taraki. En septembre 1979, il se saisit du pouvoir grâce à un coup d'état armé. Il fit exécuter Taraki, élimina l'opposition et annula toutes réformes et instaura un état religieux fondamentaliste islamique. Il fut renversé deux mois plus tard par le PDP secondé d'éléments sympathisants de l'armée. De la bouche même de Zbigniew Brezinski l'administration Carter soudoyait, à l'aide d'énormes sommes d'argent, le gouvernement en place en finançant les extrémistes musulmans. S'ensuivit de brutales attaques contre les écoles et les enseignants en milieu rural par des Moudjahidines corrompus.

Ceci se déroula avant l'intervention russe en Afghanistan. En 1979, le gouvernement du PDP, en état de siège, demande à Moscou l'envoi de troupes militaires afin de contenir le Moudjahidine (des guerriers islamistes) ainsi que les mercenaires privés venant de l'étranger (engagés et financés par la CIA). L'URSS, étant déjà engagée en Afghanistan à plusieurs niveaux comme l'industrie minière, l'éducation, l'agriculture et la santé, l'envoi de troupes leur semble alors naturel mais représentait évidemment des dangers plus importants. Il fallut plusieurs interventions de Kaboul avant que Moscou n'acquiesce à la demande

Jihad et Résistants à la sauce CIA

L'intervention de l'URSS s'avérera être une opportunité en or pour les USA de transformer la résistance des seigneurs terriens en mouvement de résistance une guerre sainte afin d'expier les communistes athéistes en les expulsant hors du pays. Sur une période de plusieurs années les USA et l'Arabie Saoudite ont consacré 40\$ milliards durant la guerre d'Afghanistan. La CIA et ses alliés ont recruté, équipé et entraîné près de 100 000 Moudjahidines provenant de 40 pays musulmans différents incluant le Pakistan, l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Algérie et l'Afghanistan. Parmi tous ceux qui ont répondu à l'appel il faut compter le millionnaire de droite Osama Ben Laden et sa bande.

Après l'échec d'une longue et pénible guerre, les Soviétiques évacuent le pays en 1999. On admet de façon générale que le gouvernement du PDP s'est effondré peu après le départ des Russes. Cependant, ce mouvement connaissait un niveau de popularité important et put alimenter une résistance durant au moins trois années – prolongeant ainsi la vie de l'Union Soviétique d'au moins une année.

Après avoir pris possession du pays, les Moudjahidines entrent en guerre entre eux. Ils ravagèrent les villes, terrorisèrent les citoyens, organisèrent des exécutions publiques massives, fermèrent les écoles, commirent des viols et réduirent Kaboul en ruine.

En 2001, Amnistie Internationale rapportait que les Moudjahidines utilisaient le viol « afin de contrôler, intimider une population vaincue ainsi que pour récompenser les soldats. » Cette tribu de Moudjahidines criminalisés dut se trouver un moyen de se financer : ils forcèrent les paysans à planter à nouveau des plants d'opium. L'ISI du Pakistan – un petit frère de la CIA - mit en place des centaines de laboratoires de transformation d'héroïne partout dans le monde.

Créée et largement financée par la CIA la force armée milicienne des Moudjahidines avait maintenant une existence bien établie. Parmi ces Moudjahidines, plusieurs retournèrent dans leur pays (Algérie, Tchétchénie, Kosovo, Kashmire) commettant des attaques terroristes au nom d'Allah contre les diverses corruptions profanatiques.

En Afghanistan, dès 1995, une branche extrémiste des Sunis islamiques, les « Résistants » - fortement financés et conseillés par le ISI et la CIA, supportés par le parti politique islamique du Pakistan- ces Résistants se sont frayés un chemin jusqu'au pouvoir, s'emparant de presque tout le pays en s'adjoignant les tribus rebelles grâce aux menaces et à la corruption. Les Résistants promettaient de mettre fin à la criminalité et à la rivalité qui était la caractéristique des actions menées par les Moudjahidines. Des meurtriers suspectés ainsi que des espions furent exécutés en public dans des stades à chaque mois. Les voleurs se voyaient amputés d'une main. Les Résistants condamnaient toutes formes « d'immoralité » ce qui incluait le sexe avant le mariage, l'adultère et l'homosexualité. Toutes musiques étaient hors la loi, le théâtre, les librairies, la littérature, l'éducation et la recherche scientifique.

Les Résistants ont instauré un règne de terreur religieuse en imposant une interprétation encore plus stricte que celle du clergé de Kaboul. Les hommes devaient porter la barbe et les femmes la burga ce qui les couvre de la tête aux pieds. Les gens qui ne se pliaient pas assez vite à ces règles étaient ramenés à l'ordre par le ministère de la Vertu. Une femme qui fuyait un mari violent ou qui se plaignait d'être battue était elle-même fouettée par les autorités théocratiques. Les femmes étaient tenues à l'écart de la vie publique, n'avaient pas accès à la majorité des soins de santé, ni à la scolarité, ni au travail en dehors du domicile. Les femmes jugées immorales étaient lapidées à mort ou brûlées vives.

Rien de tout cela n'inquiétait Washington qui s'entendait (on le savait) à merveille avec les Résistants. Pas plus tard qu'en 1999, les USA avaient sur leur liste de paie tous les dirigeants Résistants jusqu'au jour où le président W. Bush eut à se rallier l'opinion publique en octobre 2001 afin de bombarder l'Afghanistan. Et c'est à partir de ce moment, pas avant ni après,

qu'il se mit à dénoncer l'oppression des femmes en Afghanistan. Mme Bush, Laura Bush, se présenta du jour au lendemain comme une ardente féministe en dénonçant devant le public les abus commis envers les femmes afghanes. Si on devait attribuer un point positif au sujet des Résistants il faudrait mentionner qu'ils ont fait stopper les vols, viols et massacres organisés par les Moudjahidines. En 2000, les autorités résistantes ont mis un frein à la culture de l'opium dans les régions sous leur gouverne. Un effort qui fut jugé positivement par l'ONU. En sortant les Résistants du pays et en instaurant un gouvernement Moudjahidine – choisi évidemment par les pays de l'ouest – à Kaboul en décembre 2001 la production d'opium s'est accru de façon drastique. Les années de guerre qui ont suivi tuèrent des dizaines de milliers d'Afghans. Il faut aussi compter les pertes civiles attribuées aux troupes américaines et ceux qui sont morts de la faim, du froid et du manque d'eau potable.

La « guerre sainte » pour le pétrole et le gaz

Alors qu'ils affirmaient lutter contre le terrorisme, les leaders américains ont trouvé d'autres raisons, fort alléchantes, afin de pouvoir plonger encore plus profondément en Afghanistan : cette région est riche en pétrole et en gaz. Une dizaine d'année avant le 11 setembre 2001, le 18 mars 1991, le Time magazine rapportait que l'élite américaine voyait d'un bon œil l'idée d'installer de façon permanente une présence militaire en Asie Centrale.

La découverte d'une réserve importante de gaz et de pétrole au Kazakhstan et au Turkménistan servira de leurre alors que la chute de l'URSS permit une meilleure marge de manouvre afin de poursuivre une politique agressive dans cette partie du monde. Des compagnies américaines mirent la main sur 75% de ces réserves mais ils rencontrèrent un problème important : comment transporter ce butin hors de cette région isolée...?

Les autorités américaines refusèrent d'utiliser le pipeline russe ni la route qui traverse l'Iran jusqu'au Golfe Persique. À la place ils explorèrent une suite de possibilités visant à installer un pipeline. On a pensé à traverser l'Azerbaïdjan, la Turquie jusqu'à la méditerranée ou bien, jusqu'à la Chine vers le Pacifique. Finalement, la route projetée par UNOCAL, une compagnie américaine, traversait l'Afghanistan et le Pakistan jusqu'à l'océan Indien. Les négociations intenses entreprises par cette compagnie auprès du régime Résistant ne porteront pas fruit. Mais en 1998, une compagnie argentine fit une offre compétitive pour la construction du pipeline. La guerre entreprise par W. Bush tomba à point pour la compagnie américaine qui voyait ses chances d'obtenir le contrat subitement, croître.

Il est intéressant de constater que ni l'administration Clinton ni celle de W. Bush n'avaient placé l'Afghanistan sur sa liste de pays « producteur de terroristes » même s'ils savaient Ben Laden protégé par les Résistants d'Afghanistan car il aurait été impossible politiquement pour Washington de négocier avec Kaboul un traité au sujet d'un pipeline. En somme, les USA avaient, avant le 11 septembre 2001, entrepris de s'en prendre aux Résistants rendant ainsi le gouvernement de Kaboul complaisant à son égard. Ceci permettra une présence armée des USA en Asie Centrale. Les événements du 11 septembre 2001 auront donné des ailes au projet d'invasion militaire en précipitant l'opinion publique américaine directement vers l'acceptation de cette idée.

Il est facile d'être d'accord avec John Ryan lorsqu'il affirme : « Si Washington avait laissé le gouvernement marxiste de Taraki tranquille, il n'y aurait pas eu d'armées de Moudjahidines, ni d'interventions de l'URSS, ni de guerre pour détruire l'Afghanistan ni d'Osama Ben Laden et encore moins de 11 septembre. » Mais cela est trop demander à Washington : laisser en paix un gouvernement progressiste de gauche qui était en train d'organiser une économie autour des besoins collectifs d'une nation, plutôt que de bâtir des richesses privées.

L'intervention des USA en Afghanistan n'a prouvé rien de plus que bien d'autres interventions organisées par les USA : celles du Cambodge, de l'Angola, du Mozambique, de l'Éthiopie, du Nicaragua, du Panama et de bien d'autres pays encore. Le but poursuivi est toujours le même : annihiler l'émancipation d'un pays qui vise l'égalité sociale et mettre en place une idéologie de réforme économique. Et par-dessus tout, ces interventions ont fait naître des éléments négatifs du passé et laissé l'économie et la vie des gens en ruine.

La guerre contre l'Afghanistan, ce pays déjà brûlé par les guerres et à l'économie dévastée continue d'être « commercialisée » par les autorités américaines avec en prime cette lutte contre le terrorisme. Même s'il s'agissait du vrai but visé, il ne faut pas se laisser leurrer et oublier les détails suivants... La destruction d'un gouvernement de gauche, s'accaparer d'un des derniers plus vastes réservoirs de pétrole au monde et, une fois de plus, occuper militairement et activement un pays étranger.

À côté de tout ça le message de « changement » d'Obama semble bien vide de sens...

Michael Parenti

Mondialisation.ca.

Article original en anglais : Afghanistan, Another Untold Story, publié le 4 décembre 2008.

Traduction: Drummerboy, mars 2009. Copyright © 2008 Michael Parenti.

http://www.mleray.info/pages/Afghanistan lenvers du miroir-2462353.html

3-2 Cindy Sheehan: Il était une fois dans l'Empire du Mal...

L'Empereur Obama et son prédécesseur l'Empereur Bush ont été mis en place par les mêmes institutions que celles qui ont installé Moubarak et Karzai.

La différence est que nous sommes nombreux à croire encore, et avec la complicité des médias, que nous avons un « choix » en politique.

Les élites du monde ne qualifient jamais ces types de dictateurs, mais leurs peuples si.

Il était une fois, dans l'Empire du Mal, un homme extrêmement stupide et méchant appelé George Walker Bush (le IIIème George de l'Empire) qui fût élevé au rang de Dirigeant Suprême du Pays.

George III avait été un étudiant plus que médiocre et avait échoué dans toutes ses tentatives de gestion d'entreprises et se révéla un désastre sans nom au poste de gouverneur d'une des provinces lointaines de l'Empire du Mal appelée le Texas. La hache du son bourreau s'y abattait avec frénésie et il démantela le système d'éducation tout en ravageant l'environnement. Ce n'était pas que George Walker Bush était plus méchant que les autres Dirigeants de l'Empire du Mal, mais son arrogante stupidité et méchanceté rebuta bon nombre de ses sujets. Et aussi parce qu'il avait volé son titre non par un coup d'état subtil, comme la première fois, mais par un coup d'état qui balaya les derniers semblants de démocratie.

Au cours du premier Règne de George III, l'Empire du Mal fut attaqué à cause de ses Mauvaises Actions à travers le monde et George III et son Consort, Richard le Malsain, expédièrent les Armées de l'Empire du Mal dans différentes régions du globe pour assassiner, violer et piller, provoquant ainsi encore plus de haine et de ressentiment envers l'Empire du Mal et il advint que les Sujets de l'Empire commencèrent à s'agiter.

Les Sujets de l'Empire se soulevèrent pour tenter de chasser George et Richard mais les Royaux Lèche-Culs du Parlement refusèrent de déchoir les dictateurs avant la fin de leur mandat au Sommet du Pouvoir.

George et Richard retournèrent ensuite à leurs vies confortables parmi la Noblesse de l'Empire, mais ils laissèrent derrière eux deux guerres et une des plus graves crises économiques que leurs Sujets aient jamais connues.

Soudain, en l'An du Seigneur 2008, un Ange apparut (sur CNN) et dit : « Réjouissez-vous, O grands Privilégiés ! Le Seigneur est avec vous. Soyez bénis parmi les Nations ! » Et l'Empire du Mal vit son sauveur : Barack Obama.

Les Sujets du Royaume des Démocrates se réjouirent en grand pompe et le souvenir des épreuves et malheurs des dernières huit années s'effacèrent des Mémoires – bien que les épreuves et malheurs fussent toujours présents.

Cependant, au Royaume des Républicains, ces mêmes épreuves et malheurs - devant lesquels ils étaient aveugles pendant tout le règne de George III et de Richard le Malsain - apparurent soudain comme par enchantement et ils se désespérèrent et se lancèrent dans la création de Tea Parties où l'on vous sert des bêtises et du racisme, mais pas de thé.

Quelle conclusion peut-on tirer de ce conte de fée ? Que les Etats-Unis sont une Mythocratie où les marionnettes qui sont apparemment aux commandes s'agitent en réalité sous les instructions des véritables maîtres du pays : la Corporatocracie (pas mieux - excuses du traducteur).

En résumé, les Assassins Financiers sont formés pour bâtir l'empire Américain. Pour créer des situations où le maximum de ressources sont redirigées vers ce pays, vers ses entreprises, vers son gouvernement. En fait, nous avons été très efficaces – John Perkins (<u>Les Confessions d'un assassin financier</u>.)

Ceci n'est pas une folle théorie conspirationniste et les Etats-Unis ne sont pas le seul pays à être dirigé par des super-riches – les mouvements antimondialistes ainsi que les mouvements qui s'opposent au G8, G20, OMC et la Banque Mondiale, le savent bien.

Regardez le récent soulèvement en Egypte. La marionnette de cette oligarchie globale, Moubarak, s'est accroché au pouvoir pendant 18 jours, allant jusqu'à envoyer ses sbires pour assassiner les manifestants afin de retarder son départ inévitable. Pourquoi Moubarak s'est-il accroché si longtemps? Il a dit à Christiane Amanpour, de CNN, qu'il ne voulait même plus être « président », après trente ans de viols et de pillages. Il est resté, selon un article récent du UK Telegraph, pour pouvoir mettre sa fortune, estimée à 70 milliards de dollars, en lieu sûr. Moubarak n'allait pas partir avant d'avoir soigneusement planqué jusqu'au dernier centime, hors d'atteinte des autorités suisses qui voudraient bloquer ses comptes ou du peuple qui voudrait récupérer l'argent volé.

Moubarak n'a jamais été un fonctionnaire de l'état au service du peuple égyptien car les fonctionnaires d'état n'amassent pas des fortunes dignes d'un Pharaon. On lui a donné des milliards de pièces d'argent tachées de sang pour trahir son peuple et le peuple palestinien.

L'homme de paille, la marionnette de l'oligarchie en Afghanistan, Hamid Karzai, ainsi que sa famille, sont assis sur une mine d'or qu'ils partagent avec leurs maitres : de vastes ressources naturelles et le commerce de l'Opium organisé par la CIA. Selon un document de Wikileaks publié l'année dernière, les Etats-Unis étaient « bouleversés » par le niveau de corruption en Afghanistan et les millions (sinon les milliards) de dollars des contribuables US qui entraient dans le pays pour repartir aussitôt vers des destinations telles que Dubai, où Karzai et ses copains ont planqué le magot au cas où ils se verraient un jours chassés du pouvoir par un soulèvement populaire. Si les Etats-Unis sont si « bouleversés » par toute cette corruption en Afghanistan, pourquoi laissent-ils Karzai en place ? Ce n'est pas parce qu'il a été « démocratiquement » élu au cours d'une élection ouvertement truquée. Non, c'est parce qu'il accepte de danser au rythme de la main du marionnettiste qui est fermement enfoncée dans une de ses parties intimes.

Certains pays réussissent à préserver une certaine indépendance à l'égard de l'oligarchie mondiale et un de ces pays se trouve à 150 km de la Floride : Cuba.

Bien que Cuba ait servi d'épouvantail entre les Etats-Unis et l'URSS au cours de la Guerre Froide, l'île n'a jamais représenté une menace militaire ou économique pour nous. Mais elle rappelle constamment aux Impérialistes Mondiaux qu'il y a encore des endroits, aussi petits soient-ils, où on peut à la fois être libre et survivre.

La propagande contre Cuba est incroyablement biaisée et pathétiquement niaise, et il n'y a pas besoin de creuser bien profond pour découvrir la vérité. Mais posez-vous la question suivante : pourquoi les Etats-Unis sont-ils obsédés par Cuba et les frères Castro alors qu'ils ont soutenu plus de dictatures en Amérique latine qu'on ne saurait compter ? Pourquoi ont-ils renversé Allende au Chili pour lui préférer un assassin et oppresseur épouvantable comme Pinochet ?

Pourquoi l'Empire est-il obsédé par le populaire et démocratiquement élu Hugo Chavez au Venezuela, tout en soutenant un narco-état violent comme la Colombie ?

Le récent coup d'état appuyé par le CIA (tous les coups d'état sont appuyés par la CIA) au Honduras, qui a renversé Zelaya pour installer un régime plus favorable à l'oligarchie, est encore un exemple de cette hypocrisie flagrante.

La raison pour laquelle tous les Karazai et Moubarak du monde sont appréciés par les mondialistes et détestés par leurs peuples est la même que celle pour laquelle tous les Chavez et Castro du monde sont détestés par les mondialistes et appréciés par leurs peuples (et par d'autres qui s'en inspirent) – parce que des dirigeants comme Chavez et Castro infligent un camouflet à la Corporatocracie par leur obstination à affirmer que les richesses et ressources de leurs pays respectifs appartiennent aux peuples.

Espérons que les soulèvements contre les élites du monde, qui n'ont pas commencé avec Egypte mais où ce fut une évidence, ne s'arrêteront pas là.

Ici nous vivons au coeur de ce rêve devenu réalité pour tout mondialiste qui se respecte : les Etats-Unis d'Amérique. Ah... l'Amérique... là où ceux qui sont tout en bas de l'échelle économique pensent encore pouvoir réussir à se frayer un chemin à coups de griffes, de poings et de pieds jusqu'au sommet... Et ce ne sont pas quelques dures réalités qui les réveilleront de cette quête de l'impossible devenue cauchemar et soigneusement entretenue par Madison Avenue.

Si la majorité d'entre nous n'arrivent même pas à comprendre que peu importe celui qui sera désigné par l'élite pour nous faire un numéro à la Maison Blanche, alors nous avons perdu d'avance.

L'Empereur Obama et son prédécesseur l'Empereur Bush ont été mis en place par les mêmes institutions que celles qui ont installé Moubarak et Karzai. La différence est que nous sommes nombreux à croire encore, et avec la complicité des médias, que nous avons un « choix » en politique.

Les élites du monde ne qualifient jamais ces types de dictateurs, mais leurs peuples si.

Ce conte de fées aura-t-il une fin heureuse ? Ce sont les peuples qui décideront.

Cindy Sheehan

http://cindysheehanssoapbox.blogspo...

16 février 2011

Traduction "si vous remplacez Bush par Sarkozy et Obama par DSK... oups.... je viens de vous raconter la fin du film" par VD pour le Grand Soir, avec probablement les erreurs et coquilles habituelles.

URL de cet article 12788

http://www.legrandsoir.info/Il-etait-une-fois-dans-l-Empire-du-Mal.html

http://www.legrandsoir.info:80/II-etait-une-fois-dans-l-Empire-du-Mal.html

4 Annexe

4-1 La console de jeu, une arme contre le stress post-traumatique des soldats américains(...).

Le traitement du syndrome de stress post-traumatique (PTSD) chez les soldats américains s'est enrichi d'une nouvelle méthode mieux adaptée aux jeunes générations: les jeux vidéo de réalité virtuelle qui simulent des scènes de guerre irakiennes ou afghanes.

Le jeu thérapeutique Virtual Iraq ou Virtual Afghanistan est une adaptation du jeu de simulation Full Spectrum Warrior sur la console Xbox, financé en partie par l'armée américaine.

Les soldats s'immergent dans des zones de combat grâce à des écrans montés sur lunettes et se retrouvent ainsi dans les mêmes conditions que pendant leur déploiement, décrit le responsable du projet, Albert Rizzo, chercheur à l'Université de Californie du Sud.

"Au premier abord, cela semble contre-intuitif. Pourquoi remettre quelqu'un dans une situation où le but est de l'angoisser un peu et de lui faire revivre des expériences traumatiques?", lance-t-il.

Mais les chercheurs ont découvert qu'en augmentant progressivement le niveau de stress d'un patient jusqu'à un niveau modéré tout en l'encourageant à verbaliser son expérience traumatique, ils parvenaient à réduire les symptômes de stress.

Ces symptômes prennent la forme de cauchemars, de souvenirs récurrents, d'une neutralisation des émotions ou de l'évitement de lieux qui rappellent certains événements. Les soldats souffrent aussi souvent d'hyper-vigilance, un mécanisme de protection vital en zone de guerre mais handicapant dans la vie quotidienne.

Les lunettes détectent les mouvements de la tête et mettent à jour en temps réel les images projetées, donnant au patient l'impression qu'il se déplace dans un village afghan ou irakien.

Les tremblements d'un char, les explosions de bombe font vibrer le casque et un mécanisme émet des odeurs de fumée, de poudre, de pneus en feu ou d'essence pour compléter l'illusion.

odeurs de fumée, de poudre, de pneus en feu ou d'essence pour compléter l'illusion. La méthode a les mêmes objectifs que les thérapies traditionnelles, où les patients devaient exprimer "par l'imagination les choses dont ils avaient peur ou qui les ont traumatisés", explique Albert Rizzo.

Mais il y a des "gens qui n'arrivent pas bien à visualiser les choses, et on sait que l'un des symptômes de PTSD est le refus", la fuite, détaille le médecin.

Le traitement d'un trouble mental par jeu vidéo se révèle aussi moins intimidant pour des jeunes adultes de la génération des consoles.

20 à 30% des soldats de retour d'Irak ou d'Afghanistan souffrent de troubles post-traumatiques, selon des chiffres officiels de l'armée américaine.

Le syndrome serait à l'origine de nombreux suicides d'anciens combattants. Selon le Pentagone, 309 soldats se sont donné la mort en 2010, contre 267 en 2008.

Le traitement par réalité virtuelle est toujours en phase d'expérimentation et d'autres études évaluent le simulateur comme un outil de diagnostic de PTSD.

Selon une autre étude, 16 des 20 soldats ayant utilisé le simulateur mis au point par Albert Rizzo ne souffraient plus de troubles post-traumatiques à l'issue du traitement.

28/1

AFP

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par guelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19